

## QUOI DE NEUF

**Politique de restriction en matière d'approvisionnement (entreprises américaines) : Guide pour les acheteurs du secteur public (MODIFIÉ) – En vigueur à compter du 20 novembre 2025.**

<b>Aspect visé par le changement</b>	<b>Politique de restriction en matière d'approvisionnement : Guide pour les acheteurs du secteur public – Date de la version : 23 juin 2025</b>	<b>Politique de restriction en matière d'approvisionnement : Guide pour les acheteurs du secteur public – Date de la version : X janvier 2026</b>	<b>Résumé du changement</b>
<b>Date de la version (page 1)</b>	23 juin 2025	20 novembre 2025	Aucune date de version mise à jour
<b>Numéros d'en-tête 1-7</b>	1-7	Ajout de la numérotation des sous-titres.	Les sous-titres sont désormais numérotés pour en faciliter la consultation.
<b>Date d'entrée en vigueur (page 3)</b>	La Politique entre en vigueur le 4 mars 2025, pour les organismes de la FPO et du secteur parapublic.	La politique actualisée entre en vigueur le 20 novembre 2025 pour les organismes désignés de la FPO et du secteur parapublic.	Date d'entrée en vigueur du libellé mis à jour

<b>3.2 Portée (Page 4)</b>	<p>La Politique de restriction en matière d'approvisionnement s'applique :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>À tous les <b>nouveaux</b> approvisionnements en biens ou en services (services d'experts-conseils et autres services) quelle que soit leur valeur, à compter de la date d'entrée en vigueur de la Politique.</li> </ul>	<p>La politique s'applique :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>À tous les nouveaux 1 approvisionnements en biens ou en services (services d'experts-conseils et autres services) quelle que soit leur valeur, à compter de la date d'entrée en vigueur de la Politique, telle que mise à jour le 20 novembre 2025.</li> </ul>	Libellé révisé
<b>1 Note de bas de page (page 4)</b>	Aux fins de la présente politique, un nouvel approvisionnement signifie qu'il n'a pas encore été publié (p. ex., sur un système électronique d'appel d'offres), ou qu'il n'a pas encore été envoyé aux fournisseurs pour qu'ils soumettent une réponse.	Aux fins de la présente politique, un nouvel approvisionnement signifie une possibilité d'approvisionnement qui n'a pas encore été publiée (p. ex., sur un système électronique d'appel d'offres), ou qui n'a pas encore été envoyée aux fournisseurs pour qu'ils soumettent une	Libellé révisé.

---

<sup>1</sup> Aux fins de la présente politique, un nouvel approvisionnement est un approvisionnement qui n'a pas encore été publié (p. ex., sur un système électronique d'appel d'offres), ou qui n'a pas encore été envoyé aux fournisseurs pour qu'ils soumettent une réponse. Les approvisionnements affichés ou publiés avant le 20 novembre 2025 sont soumis aux exigences de la politique précédente, datée du 4 mars 2025.

		réponse. Les approvisionnements affichés ou publiés avant le 20 novembre 2025 sont soumis aux exigences de la politique précédente, datée du 4 mars 2025.	
<b>Portée (page 5)</b>	<p>La Politique ne s'applique pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>À tout approvisionnement déjà en cours au moment de l'entrée en vigueur de la politique (c'est-à-dire qu'un document d'approvisionnement a déjà été publié).</li> </ul>	<p>La Politique ne s'applique pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>À tout approvisionnement qui était déjà en cours à la date d'entrée en vigueur de la politique actualisée, telle que modifiée le 20 novembre 2025 (c'est-à-dire qu'un document d'approvisionnement a été publié avant le 20 novembre 2025).</li> </ul>	
<b>Note de bas de page 2 (page 5)</b>	2 La Politique s'applique aux prolongations de contrats au-delà de l'accord initial, car ces prolongations sont considérées comme de nouveaux contrats non concurrentiels.	Si la durée du contrat existant signé comprend des conditions de prolongation optionnelles, l'exercice de ces options de prolongation n'est pas considéré comme un nouvel approvisionnement. Toutefois, si le	Révisé.

		contrat ne prévoit pas de telles conditions de prolongation, toute prolongation est considérée comme un nouvel approvisionnement non concurrentiel et la politique s'applique.	
<b>Exceptions à l'obligation d'exclure les entreprises américaines (Page 5-6)</b>	<b>Exceptions à l'obligation d'exclure les entreprises américaines :</b>  La Politique stipule que l'approvisionnement auprès d'une entreprise américaine n'est autorisé que si les conditions suivantes sont respectées : <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'entreprise américaine est la seule source viable pour le bien ou service; et</li> <li>• l'approvisionnement ne peut être retardé (p. ex. risques pour la santé et la sécurité du public, etc.).</li> </ul>	<b>Exceptions à l'obligation d'exclure les entreprises américaines :</b>  Les entités du secteur public doivent exclure les entreprises américaines de la procédure d'approvisionnement. Toutefois, une entité de la fonction publique peut autoriser la participation d'une entreprise américaine si l'une des circonstances suivantes s'applique : <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'entreprise américaine est la seule source viable du bien ou du service; et l'approvisionnement ne peut pas être retardé (p. ex., en raison de risques de santé et de sécurité publique, etc.).</li> <li>• .</li> </ul>	Libellé révisé.

<b>Documents en appui</b> <b>Page 6</b>	<b>Documents en appui</b> <p>La justification de s'approvisionner auprès d'une entreprise américaine doit être énoncée dans une analyse de rentabilisation ou un document d'approbation de l'approvisionnement, et assujettie au processus d'approbation habituel de l'organisme<sup>2</sup>. Cette justification doit préciser pourquoi une entreprise américaine est la seule option viable et pourquoi l'approvisionnement ne peut être retardé. Elle doit également inclure des</p>	<b>Documents en appui</b> <p>Les entités du secteur public doivent justifier clairement, dans leur analyse de rentabilité ou leur document d'approbation des approvisionnements, l'autorisation accordée à une entreprise américaine de participer à un approvisionnement. Cette justification doit correspondre à l'une des exceptions énoncées dans la Politique (voir la section X de ce guide) et être approuvée de manière appropriée<sup>3</sup> (voir la section X sur les approbations</p>	<p>Révision du libellé pour plus de clarté.</p>

<sup>2</sup> L'obtention d'une approbation pour l'approvisionnement auprès d'une entreprise américaine n'est pas un processus distinct de la demande d'approbation des approvisionnements.

<sup>3</sup> L'obtention d'une approbation pour permettre à une entreprise américaine de participer à un approvisionnement n'est pas un processus distinct de la demande d'approbation des approvisionnements.

	<p>détails sur toute diligence raisonnable, étude de marché, évaluation des risques ou vérification de la conformité effectuée pour étayer cette décision.</p>	<p>ci-dessous). L'explication doit décrire les circonstances qui justifient l'inclusion. L'analyse de rentabilisation ou le document d'approbation de l'approvisionnement doit également inclure des détails sur toute diligence raisonnable, étude de marché, évaluation des risques ou vérification de la conformité effectuée pour étayer cette décision.</p> <p>Les entités de la fonction publique peuvent consulter ApprovisiOntario pour obtenir des conseils stratégiques en matière d'approvisionnement, notamment pour déterminer l'applicabilité potentielle des exceptions à l'obligation d'exclure les entreprises américaines. Pour consulter ApprovisiOntario, veuillez soumettre un Formulaire de rapport de justification de l'approvisionnement (FRJA).</p>	
--	--	---	--

<b>En-tête</b>  <b>Page 6</b>	Exigences relatives à l'approbation pour l'approvisionnement auprès d'une entreprise américaine	Exigences relatives à l'approbation pour permettre à une entreprise américaine de participer à l'approvisionnement	Révision de l'en-tête.
<b>3 Note de bas de page</b>  <b>Page 6</b>	L'obtention d'une approbation pour l'approvisionnement auprès d'une entreprise américaine n'est pas un processus distinct de la demande d'approbation des approvisionnements.	<p>Aux fins de la présente politique, lorsqu'un approvisionnement comprend à la fois des biens et des services, il doit être traité comme un marché de services si la valeur de la composante services représente plus de cinquante pour cent de la valeur totale estimée.</p> <p>L'obtention d'une approbation pour permettre à une entreprise américaine de participer à un approvisionnement n'est pas un processus distinct de la demande d'approbation des approvisionnements.</p>	Révisé.

<p><b>Organismes désignés du secteur parapublic</b></p> <p><b>Page 7</b></p>	<p>Si une entité gouvernementale ou un organisme désigné du secteur parapublic prévoit procéder à un approvisionnement auprès d'une entreprise américaine, l'information requise (telle que décrite dans la Politique) doit être incluse dans l'analyse de rentabilisation destinée à l'autorité appropriée.</p>	<p>Si une entité gouvernementale ou un organisme désigné du secteur parapublic prévoit procéder à un approvisionnement auprès d'une entreprise américaine, l'information requise (telle que décrite dans la Politique) doit être incluse dans l'analyse de rentabilisation destinée à l'autorité appropriée.</p> <p>Les entités peuvent souhaiter revoir et mettre à jour leurs procédures internes afin de rationaliser les autorisations. Par exemple, le regroupement des autorisations d'approvisionnement par type de bien/service est possible pour plusieurs approvisionnements à faible risque, à condition que chaque cas réponde aux critères énoncés dans la Politique et soit documenté. Ce type d'approche permet d'alléger le fardeau administratif, tout en assurant la</p>	<p>Libellé révisé.</p>
--	--	--	------------------------



		surveillance requise des achats auprès d'entreprises américaines.	
<p>Comment déterminer si un approvisionnement auprès d'une entreprise américaine serait permis</p> <p><b>(page 8)</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Comment déterminer si un approvisionnement auprès d'une entreprise américaine serait permis</li> <li>• Les deux conditions suivantes doivent être remplies et chaque situation doit être évaluée selon ses propres mérites, au cas par cas</li> <li>• L'entreprise américaine est la seule source viable</li> <li>• L'approvisionnement ne peut pas être retardé</li> <li>• Aux fins des exigences de la Politique, l'expression « seule source viable » signifie que</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Circonstance autorisée : seule source viable et l'approvisionnement ne peut être retardé.</li> <li>• Chaque situation doit être évaluée au cas par cas, en tenant compte du moment et de la raison pour lesquels l'approvisionnement est nécessaire.</li> <li>• Aux fins des exigences de la Politique, l'expression « seule source viable » signifie que l'obtention des biens ou services nécessaires auprès d'une autre source n'est pas possible. Cette impossibilité pourrait être</li> </ul>	Révisé.

	<p>l'obtention des biens ou services nécessaires auprès d'une autre source n'est pas possible. Cette impossibilité pourrait être imputable à différents facteurs, par exemple :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Le fournisseur possède des compétences ou une technologie uniques qu'aucun autre fournisseur ne possède.</li> <li>• Le fournisseur détient des droits ou des brevets exclusifs, ce qui en fait le seul fournisseur.</li> <li>• Le fournisseur est le seul fournisseur disponible dans un domaine particulier ou au moment de l'approvisionnement.</li> <li>• Les lois ou les règlements exigent strictement le recours à ce fournisseur.</li> <li>• Il y a des obligations en matière de confidentialité.</li> <li>• Il y a des considérations relatives à la santé et à la sécurité,</li> </ul>	<p>imputable à différents facteurs, par exemple :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Le fournisseur possède des compétences ou une technologie uniques qu'aucun autre fournisseur ne possède.</li> <li>• Le fournisseur détient des droits ou des brevets exclusifs, ce qui en fait le seul fournisseur.</li> <li>• Le fournisseur est le seul fournisseur disponible dans un domaine géographique particulier ou au moment de l'approvisionnement.</li> <li>• Il y a des obligations en matière de confidentialité.</li> <li>• Il y a des considérations relatives à la santé et à la sécurité, notamment des préoccupations associées aux capacités organisationnelles.</li> <li>• Il n'y a pas suffisamment de fournisseurs non américains viables dans les situations où il</li> </ul>	
--	---	--	--

	<p>notamment des préoccupations associées aux capacités organisationnelles.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Il n'y a pas suffisamment de fournisseurs viables dans les cas où il faut recourir à plusieurs fournisseurs.</li> <li>• Lorsqu'un produit ou un service a démontré des résultats supérieurs en matière de santé, de sécurité ou de qualité de vie.</li> <li>• Pour déterminer si un « approvisionnement ne peut pas être retardé », les acheteurs du secteur public doivent tenir compte des éléments suivants :</li> <li>• L'approvisionnement est-il essentiel pour assurer la continuité des activités ou la mise en œuvre de programmes clés?</li> <li>• Cet approvisionnement répond-il à des préoccupations critiques</li> </ul>	<p>faut recourir à plusieurs fournisseurs.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Lorsqu'un produit ou un service a démontré des résultats supérieurs en matière de santé, de sécurité ou de qualité de vie.</li> <li>• Pour déterminer si un « approvisionnement ne peut pas être retardé », les acheteurs du secteur public doivent tenir compte des éléments suivants :</li> <li>• L'approvisionnement est-il essentiel pour assurer la continuité des activités ou la mise en œuvre de programmes clés?</li> <li>• Cet approvisionnement répond-il à des préoccupations critiques en matière de santé ou de sécurité?</li> <li>• Dans quelle mesure est-il essentiel d'obtenir ce bien/service immédiatement?</li> <li>•</li> </ul>	
--	---	---	--

	<p>en matière de santé ou de sécurité?</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Dans quelle mesure est-il essentiel d'obtenir ce bien/service immédiatement?</li> <li>•</li> </ul>		
<p>Note</p> <p>Page 8</p>	<p><b>Remarque :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les situations énumérées ne sont pas exhaustives. D'autres scénarios peuvent également justifier l'approvisionnement auprès d'une entreprise américaine.</li> </ul>	<p><b>Remarque :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les situations énumérées ne sont pas exhaustives. D'autres scénarios peuvent également justifier l'approvisionnement auprès d'une entreprise américaine. En tant qu'experts des biens ou des services qu'ils achètent, les acheteurs sont les mieux placés pour déterminer ce qui est considéré comme « viable » en fonction des conditions spécifiques du marché et des besoins de l'entreprise.</li> </ul>	<p>Libellé révisé.</p>

<p>Circonstance autorisée : 90 % des besoins en personnel au Canada</p> <p>(Page 8-9)</p>		<p>Circonstance autorisée : 90 % des besoins en personnel au Canada</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Ceci s'applique aux marchés de services. Si un approvisionnement comprend à la fois des biens et des services, il doit être traité comme un approvisionnement en services lorsque la valeur estimée de la composante services représente la majorité de la valeur totale.</li> <li>• Une entreprise américaine ne peut considérée comme étant admissible à soumettre une offre que si elle s'engage à ce qu'au moins 90 % du personnel nécessaire à la prestation des services soit situé au Canada. Si l'entreprise américaine réussit, les entités du secteur public devraient envisager de s'assurer que cet engagement est maintenu tout au long de la prestation des services sous contrat.</li> </ul>	<p>Nouvelle section.</p>
---	--	--	--------------------------

		<ul style="list-style-type: none"> <li>• La décision de recourir à cette option doit être fondée sur une compréhension éclairée du marché par les entités du secteur public. Les acheteurs du secteur public doivent évaluer si cette exception est appropriée compte tenu de la nature des services et des fournisseurs disponibles.</li> </ul> <p>Composants recommandés pour l'application de l'exception :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Critères d'admissibilité <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Exiger des soumissionnaires qu'ils attestent qu'au moins 90 % de leur personnel est situé au Canada et que ce niveau sera maintenu pendant toute la durée du contrat.</li> </ul> </li> <li>➤ Documents en appui <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Pour étayer l'attestation, les soumissionnaires</li> </ul> </li> </ul>	
--	--	---	--

		<p>peuvent souhaiter inclure dans leur offre une liste du personnel proposé qui constituera les 90 % requis. La liste pourrait comprendre :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Le nombre total de personnes affectées à la prestation des services dans le cadre du contrat.</li> <li>▪ Chaque rôle ou titre de poste impliqué dans la fourniture des services sous contrat et l'endroit où chacun se trouve.</li> </ul> <p>○ L'acheteur doit examiner la soumission du soumissionnaire pour s'assurer que la liste des</p>	
--	--	---	--

		<p>postes et des lieux est fournie et qu'elle répond à l'exigence des 90 %. Cet engagement ne concerne que la conformité au contrat et ne sera pas évalué dans le cadre de l'évaluation de l'offre. Toutefois, si la liste du personnel est demandée, le fait de ne pas la fournir rendra l'offre non conforme et pourra entraîner sa disqualification.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➤ Langage contractuel <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Intégrer dans le contrat un libellé explicite stipulant que le fournisseur doit maintenir une proportion de 90 % de personnel</li> </ul> </li> </ul>	
--	--	--	--



		<p>basé au Canada pendant toute la durée du contrat.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Toute modification de la dotation en personnel ayant une incidence sur ce ratio doit faire l'objet d'une approbation écrite préalable de la part de l'acheteur.</li> </ul>	
<p>Incidences sur le processus d'approvisionnement</p> <p>Aperçu</p> <p><b>Page 10</b></p>	<p>La Politique de restriction en matière d'approvisionnement s'applique à tous les nouveaux approvisionnements publiés à partir de la date d'entrée en vigueur de la politique, quelle qu'en soit la valeur, et comprend les processus concurrentiels restreints, les processus concurrentiels ouverts et les processus non concurrentiels. Une entité de la fonction publique et les organismes désignés du secteur parapublic ne peuvent pas acheter des biens et des services à des entreprises américaines.</p>	<p>La politique s'applique à tous les nouveaux approvisionnements publiés à compter de la date d'entrée en vigueur de la Politique. Il s'agit d'approvisionnements, quelle que soit leur valeur, y compris aux processus concurrentiels restreints, aux processus concurrentiels ouverts et aux processus non concurrentiels. La politique limite les entités gouvernementales et les organismes désignés du secteur parapublic à se procurer des biens et</p>	<p>Révisé</p>

		des services auprès d'entreprises américaines.	
<b>5.2 Processus concurrentiel restreint – Comment appliquer la restriction</b>  Page 11	<b>Comment appliquer la restriction</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Lorsqu'ils mènent un approvisionnement concurrentiel sur invitation, les acheteurs ne doivent pas inclure d'entreprises qui répondent à la définition d'une entreprise américaine. Quand c'est faisable, les acheteurs doivent s'assurer que ces fournisseurs sont exclus avant d'adresser une invitation à un fournisseur.</li> <li>• Les documents d'approvisionnement peuvent inclure une obligation pour</li> </ul>	<b>5.2. 1 – Comment appliquer la restriction</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Lorsqu'ils procèdent à un processus concurrentiel ouvert, les acheteurs ne doivent pas inviter d'entreprises qui répondent à la définition d'une entreprise américaine, à moins que leur participation ne soit autorisée en vertu de la Politique (voir la section sur les exceptions à l'obligation d'exclure les entreprises américaines). Dans la mesure du possible, les acheteurs doivent confirmer que les entreprises américaines sont exclues avant d'envoyer les</li> </ul>	Révisé.

	<p>chaque soumissionnaire de déclarer s'ils sont une entreprise américaine lorsqu'ils font une soumission. Remarque : Une entité de la fonction publique peut se fier à la déclaration d'une entreprise selon laquelle elle ne répond pas à la définition d'une « entreprise américaine ».</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>De plus, afin de soutenir la restriction des entreprises américaines participant aux occasions d'approvisionnement de l'Ontario, aux valeurs d'approvisionnement ci-dessus, les acheteurs devraient éviter d'inviter des entreprises américaines qui font des soumissions ou qui répondent à l'occasion d'approvisionnement.</li> </ul>	<p>invitations. Cela signifie qu'il faut s'efforcer d'examiner les soumissionnaires potentiels et de comprendre le marché afin d'éviter d'inviter involontairement une entreprise américaine.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Les documents d'approvisionnement peuvent inclure l'obligation pour chaque soumissionnaire de déclarer s'il est une entreprise américaine, au moment de présenter sa soumission, afin de confirmer qu'une entreprise américaine n'est pas incluse par inadvertance. Remarque : une entité de la fonction publique peut s'appuyer sur la déclaration d'une entreprise selon laquelle elle n'est pas une « entreprise américaine ».</li> <li>Lorsqu'une entreprise américaine est invitée à</li> </ul>	
--	---	---	--

		<p>soumettre une offre pour un marché de services, il convient d'exiger qu'elle s'engage à ce que 90 % ou plus du personnel nécessaire à la prestation des services soit localisé au Canada.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les documents d'approvisionnement peuvent exiger du soumissionnaire américain qu'il atteste qu'au moins 90 % du personnel nécessaire à la prestation des services contractuels sera localisé au Canada. Les entités du secteur public peuvent également envisager d'exiger que les offres des entreprises américaines comprennent une liste détaillée du personnel et des lieux d'implantation. La liste peut inclure le nombre total de personnes en identifiant chaque poste ou titre<sup>4</sup> qui fournira les</li> </ul>	
--	--	---	--

---

<sup>4</sup> Ne demander que de l'information sur le poste ou le titre plutôt que des noms

		<p>services dans le cadre du contrat et en spécifiant le lieu de travail pour chaque poste.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Remarque : le document d'approvisionnement devrait envisager de stipuler que si le soumissionnaire retenu est une entreprise américaine, l'engagement de recrutement d'au moins 90 % du personnel au Canada, ainsi que tous les renseignements relatifs au recrutement, feront partie du contrat qui en résultera.</li> </ul>	
<p>Note de bas de la page 6</p> <p><b>(page 11)</b></p>		<p>6 Ne demander que de l'information sur le poste ou le titre plutôt que des noms</p>	<p>Ajout d'une nouvelle note de bas de page.</p>

<p><b>Processus concurrentiel ouvert</b></p> <p><b>5.31 – Comment appliquer la restriction</b></p>	<p><b>Comment appliquer la restriction</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Dans le cadre d'un processus concurrentiel ouvert, les entités du secteur public doivent restreindre la participation des entreprises américaines (telles que définies dans la Politique) à l'approvisionnement. Cette restriction peut être réalisée de plusieurs manières.</li> <li>• Lors de la rédaction du ou des documents de l'approvisionnement, les acheteurs doivent inclure :</li> </ul>	<p><b>5.3. 1 – Comment appliquer la restriction</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Dans le cadre d'un processus concurrentiel ouvert, les entités du secteur public doivent restreindre la participation des entreprises américaines (telles que définies dans la Politique) à l'approvisionnement. Cette restriction peut être réalisée de plusieurs manières.</li> <li>• Lors de l'achat de services, les entreprises américaines peuvent soumissionner si elles s'engagent à ce que 90 % ou plus du personnel nécessaire soit situé au Canada.</li> </ul>	<p>Révisé.</p>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ une définition d'une « entreprise des États-Unis » cohérente avec la Politique et la présente directive.</li> <li>○ l'obligation pour chaque soumissionnaire d'indiquer s'il est ou non une entreprise américaine lors de la présentation d'une offre. <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Remarque : Une entité de la fonction publique peut se fier à la déclaration d'une entreprise selon laquelle elle ne répond pas à la définition d'une « entreprise américaine ».</li> </ul> </li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Lors de la rédaction du ou des documents de l'approvisionnement, les acheteurs pourraient inclure : <ul style="list-style-type: none"> <li>○ une définition d'une « entreprise des États-Unis » cohérente avec la Politique et la présente directive.</li> <li>○ l'obligation pour chaque soumissionnaire d'indiquer s'il est ou non une entreprise américaine lors de la présentation d'une offre. <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Remarque : une entité de la fonction publique peut s'appuyer sur la déclaration d'une entreprise selon laquelle elle n'est pas une</li> </ul> </li> </ul> </li> </ul>	
--	---	---	--

	<ul style="list-style-type: none"> <li>○ Un libellé clair qui décrit la restriction (voir un exemple de libellé à l'Annexe A.1).</li> </ul>	<p>« entreprise américaine ».</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Si l'entité de la fonction publique décide d'autoriser les offres d'entreprises américaines, les documents d'approvisionnement doivent inclure une condition d'admissibilité pour les soumissionnaires américains, qui doivent s'engager à ce qu'au moins 90 % du personnel nécessaire pour fournir les services sous contrat soit situé au Canada. (Par exemple, en incluant un critère obligatoire exigeant des soumissionnaires qu'ils attestent de cet engagement. Les entités de la fonction publique</li> </ul>	
--	---	--	--



		<p>peuvent également envisager de demander aux soumissionnaires de fournir une liste détaillée du personnel qui identifie le rôle ou le titre du poste de chaque membre du personnel proposé et son lieu d'affectation pour soutenir l'attestation.)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Un libellé clair qui décrit la restriction (voir un exemple de libellé à l'Annexe A.1).</li> </ul>	
<b>5.4.1 Processus non concurrentiel</b> <b>Page 13</b>	<b>Non concurrentiel</b> <b>Comment appliquer la restriction</b> Lorsqu'ils procèdent à un approvisionnement non concurrentiel, les acheteurs du secteur public ne doivent pas s'approvisionner auprès d'une entreprise américaine ou	<b>Non concurrentiel</b> <b>5.4. 1 – Comment appliquer la restriction</b> Les entités du secteur public ne peuvent passer un approvisionnement non concurrentiel avec une entreprise américaine que s'il s'agit d'une	Révisé.

	conclure un contrat avec celle-ci sans avoir demandé une approbation préalable, comme indiqué dans la Politique.	<p>exception autorisée ou si la politique ne s'applique pas. Voir la section 3.2 du présent guide pour plus de détails sur la portée.</p> <p>Lorsqu'ils achètent des services, les acheteurs du secteur public doivent exiger du fournisseur qu'il s'engage à ce que 90 % ou plus du personnel nécessaire à la prestation des services soit situé au Canada.</p> <p>Si l'entité de la fonction publique décide d'autoriser une offre émanant d'une entreprise américaine, l'acheteur doit envisager d'exiger du fournisseur qu'il soumette une liste indiquant le rôle ou le titre du poste de chaque membre du personnel proposé qui fournira les services dans le cadre du contrat.<sup>5</sup></p>	
--	--	---	--

---

<sup>5</sup> Notez que, dans la mesure du possible, les acheteurs doivent diriger les opportunités d'approvisionnement non concurrentielles vers les entreprises ontariennes ou canadiennes qui peuvent répondre à leurs exigences en matière d'approvisionnement.

<p>7 Note de bas de page</p> <p><b>Page 14</b></p>		<p>7 Notez que, dans la mesure du possible, les acheteurs doivent diriger les opportunités d'approvisionnement non concurrentielles vers les entreprises ontariennes ou canadiennes qui peuvent répondre à leurs exigences en matière d'approvisionnement.</p>	<p>Nouveau</p>
<p><b>7 Annexe – Exemple de libellé indiquant la restriction</b></p> <p><b>Page 15</b></p>	<p><b>A.1 Exemple de libellé indiquant la restriction</b></p> <p>Une offre soumise par une entreprise américaine (telle que définie dans la Politique) sera considérée comme non conforme et ne sera pas évaluée si elle ne satisfait pas aux conditions d'admissibilité énoncées dans le ou les documents d'approvisionnement. Les acheteurs doivent envisager d'inclure l'exigence suivante dans leur document d'approvisionnement :</p> <p><i>L'admissibilité d'un soumissionnaire doit être démontrée avant qu'une offre puisse être acceptée. Le soumissionnaire ne doit pas être une entreprise américaine, où une « entreprise américaine » signifie un fournisseur, un fabricant ou un distributeur, quelle que soit sa forme (y compris une entreprise à propriétaire</i></p>	<p><b>7,1 Exemple de libellé pour les documents d'approvisionnement</b> (par exemple, appel d'offres, demande de proposition, etc.)</p> <p><b>7.1.1 Énoncer la restriction</b></p> <p>Une offre soumise par une entreprise américaine (telle que définie dans la Politique) sera considérée comme non conforme et ne sera pas évaluée si elle ne satisfait pas aux conditions d'admissibilité énoncées dans le ou les documents d'approvisionnement. Les acheteurs doivent envisager d'inclure l'exigence suivante dans leur document d'approvisionnement :</p> <p><i>L'admissibilité d'un soumissionnaire doit être démontrée avant qu'une offre puisse être acceptée. Le soumissionnaire ne doit pas être une entreprise américaine. Une « entreprise américaine » est un</i></p>	<p>Révision de l'en-tête, du libellé et des nouveaux renseignements.</p>

	<p><i>unique, une société en nom collectif, une société par actions ou toute autre forme d'entreprise) qui (i) a son siège social ou son bureau principal aux États-Unis, et (ii) compte moins de 250 employés à temps plein au Canada.</i></p> <p><i>Si un soumissionnaire ou un fournisseur est une filiale d'une autre société, la partie 1 de la définition ci-dessus est remplie si ce soumissionnaire ou fournisseur est sous le contrôle d'une entreprise dont le siège social ou le centre principal d'activités est situé aux États-Unis.</i></p> <p><b>A.1. Exemple de conditions d'admissibilité</b></p> <p>Les acheteurs devraient envisager d'inclure une condition d'admissibilité obligatoire dans leur document d'approvisionnement (p. ex., dans la demande de soumissions ou de propositions électronique). Une condition d'admissibilité peut être formulée de manière positive ou négative. Par exemple :</p> <p><i>Le soumissionnaire n'est <b><u>pas</u></b> une entreprise américaine, où « entreprise américaine » signifie un fournisseur, un fabricant ou un distributeur, quelle que soit sa forme (y compris une entreprise à propriétaire unique, une société en nom collectif, une</i></p>	<p><i>fournisseur, un fabricant ou un distributeur, quelle que soit sa forme (y compris une entreprise à propriétaire unique, une société en nom collectif, une société par actions ou toute autre forme d'entreprise) qui (i) a son siège social ou son bureau principal aux États-Unis, et (ii) compte moins de 250 employés à temps plein au Canada.</i></p> <p><i>Si un soumissionnaire ou un fournisseur est une filiale d'une autre société, la partie 1 de la définition ci-dessus est remplie si ce soumissionnaire ou fournisseur est sous le contrôle d'une entreprise dont le siège social ou le centre principal d'activités est situé aux États-Unis.</i></p> <p><b>7.1. 2 Exemple de conditions d'admissibilité</b></p> <p>Les acheteurs devraient envisager d'inclure une condition d'admissibilité obligatoire dans leur document d'approvisionnement (p. ex., dans la demande de soumissions ou de propositions électronique). Une condition d'admissibilité peut être formulée de manière positive ou négative. Par exemple :</p>	
--	--	---	--

	<p>société par actions ou toute autre forme d'entreprise) qui (i) a son siège social ou son bureau principal aux États-Unis, et (ii) compte moins de 250 employés à temps plein au Canada au moment du processus d'approvisionnement applicable.</p> <p>Si un soumissionnaire ou un fournisseur est une filiale d'une autre société, la partie 1 de la définition ci-dessus est remplie si ce soumissionnaire ou fournisseur est sous le contrôle d'une entreprise dont le siège social ou le centre principal d'activités est situé aux États-Unis.</p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input type="checkbox"/> Non</p> <p>Si le soumissionnaire n'a pas démontré son admissibilité en répondant « Oui », le Ministère se réserve le droit de le disqualifier.</p> <p><b>A.2. Exemple de droit réservé</b></p> <p>Les acheteurs doivent envisager d'inclure le droit réservé suivant dans leur document d'approvisionnement :</p> <p>(x) disqualifier tout soumissionnaire qui est une « entreprise américaine » conformément à la définition de ce terme dans l'appel d'offres/la demande de propositions.</p>	<p><b>7.1.2.1 Attestation du statut d'entreprise américaine</b></p> <p>Le soumissionnaire est une entreprise américaine. Une « entreprise américaine » est un fournisseur, un fabricant ou un distributeur, quelle que soit sa forme (y compris une entreprise à propriétaire unique, une société en nom collectif, une société par actions ou toute autre forme d'entreprise) qui (i) a son siège social ou son bureau principal aux États-Unis, <b>et</b> (ii) compte moins de 250 employés à temps plein au Canada au moment du processus d'approvisionnement applicable.</p> <p>Si un soumissionnaire ou un fournisseur est une filiale d'une autre société, la partie 1 de la définition ci-dessus est remplie si ce soumissionnaire ou fournisseur est sous le contrôle d'une entreprise dont le siège social ou le centre principal d'activités est situé aux États-Unis.</p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input type="checkbox"/> Non</p> <p>Si le soumissionnaire n'a pas démontré son admissibilité en répondant « Oui », le Ministère se réserve le droit de le disqualifier.</p> <p><b>7.1.2.2 Attestation d'engagement de personnel pour les marchés de services. (à inclure si une</b></p>	
--	--	---	--

	<p><b>A.3. Exemple de représentation pour le formulaire d'entente (ou le document contractuel équivalent)</b></p> <p>Les acheteurs doivent envisager d'inclure une déclaration dans le formulaire d'entente ou le document contractuel équivalent qui lie le fournisseur et l'entité acheteuse. Les acheteurs doivent travailler avec leur conseiller juridique lorsqu'ils incluent une déclaration dans leurs ententes d'approvisionnement. L'exemple de déclaration suivant peut être structuré comme une déclaration autonome ou modifié si nécessaire et ajouté à un article d'une entente contenant d'autres déclarations et garanties.</p> <p><b>Déclaration du fournisseur concernant l'admissibilité :</b></p> <p><i>Le fournisseur déclare qu'il n'est pas une « entreprise américaine » conformément à la définition de ce terme dans l'appel d'offres/la demande de propositions/l'entente.</i></p>	<p><i>entreprise américaine est autorisée à participer à l'approvisionnement))</i></p> <p><i>Si le soumissionnaire a répondu « oui », s'engage-t-il à ce qu'au moins 90 % du personnel nécessaire pour fournir les services prévus par le contrat soit situé au Canada et à ce que ce niveau soit maintenu pendant toute la durée du contrat?</i></p> <p><input type="checkbox"/> Oui</p> <p><input type="checkbox"/> Non</p> <p><i>Si le soumissionnaire n'a pas démontré son admissibilité en répondant « Non », le Ministère le disqualifiera.</i></p> <p><b>À ajouter si une liste de personnel est nécessaire :</b></p> <p><i>À l'appui de votre attestation, fournissez une liste de personnel démontrant comment l'engagement de 90 % de personnel sera respecté. Cette liste doit comprendre :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li><i>Le nombre total de personnes nécessaires pour fournir les services dans le cadre du contrat.</i></li> <li><i>Chaque rôle ou titre de poste impliqué dans la fourniture</i></li> </ul>	
--	--	--	--

		<p><i>des services sous contrat et l'emplacement de chaque rôle.</i></p> <p><i>Le fait de ne pas fournir cette liste de personnel peut rendre votre soumission non conforme et peut entraîner sa disqualification.</i></p> <p><b>Clause sur l'engagement de personnel à inclure dans le document d'approvisionnement.</b></p> <p><i>Le fournisseur déclare qu'au moins quatre-vingt-dix pour cent (90 %) du personnel affecté à la prestation des services dans le cadre de tout contrat subséquent sera situé au Canada.</i></p>	
<b>(Page 15-17)</b>		<p><b>7.2 Exemple de représentation pour le formulaire d'entente (ou le document contractuel équivalent)</b></p> <p>Les acheteurs doivent envisager d'inclure une attestation dans le formulaire d'entente ou le document contractuel équivalent qui lie le fournisseur et l'entité acheteuse. Les acheteurs doivent travailler avec leur conseiller juridique lorsqu'ils incluent une déclaration dans leurs</p>	

		<p>ententes d'approvisionnement. L'exemple de déclaration suivant peut être structuré comme une déclaration autonome ou modifié si nécessaire et ajouté à un article d'une entente contenant d'autres déclarations et garanties.</p> <p><b>7,2. 1 Déclaration du fournisseur concernant l'admissibilité :</b></p> <p><i>Le fournisseur déclare qu'il n'est pas une « entreprise américaine » conformément à la définition de ce terme dans l'appel d'offres/la demande de propositions/l'entente.</i></p> <p><b>7,2. 2 Clause relative à l'engagement de personnel</b></p> <p><i>Le fournisseur déclare qu'au moins quatre-vingt-dix pour cent (90 %) du personnel affecté à la prestation des services dans le cadre du contrat sera situé au Canada. Toute modification affectant ce rapport nécessite l'approbation écrite préalable de l'acheteur. Le non-respect de cette section constitue une contravention au contrat.</i></p>	
--	--	--	--



		<p><b>7.2.3 Clause relative à l'engagement de personnel si une liste de personnel a été demandée</b></p> <p><i>Le fournisseur déclare qu'au moins quatre-vingt-dix pour cent (90 %) du personnel affecté à la prestation des services dans le cadre du contrat sera situé au Canada. Le fournisseur a fourni une liste de personnel dans le cadre de son offre et la mettra à jour sur demande. Toute modification affectant ce rapport nécessite l'approbation écrite préalable de l'acheteur. Le non-respect de cette section constitue une contravention au contrat.</i></p>	
--	--	---	--

---

Remarque : Des changements ont été apportés à la Politique de restriction en matière d'approvisionnement (entreprises américaines) : Guide pour les acheteurs du secteur public pour refléter les changements dans la version MODIFIÉE du « Guide »